

Une politique cruelle

Par : Guillermo Alvarado



Le président Donald Trump a insisté pour laisser un héritage amer à son administration lorsqu'il a décidé de contester le verdict d'un juge fédéral l'empêchant de renvoyer les enfants non accompagnés détenus après avoir franchi la frontière.

En 2017 et 2018, son gouvernement a été fortement critiqué pour séparer les familles des immigrants sans papiers et enfermer les enfants dans des cages, comme s'il s'agissait d'animaux.

Si bien cette pratique a cessé, l'acharnement sur les mineurs qui voyageaient sans la compagnie d'un adulte s'est poursuivi et cette année, ils ont commencé à être expulsés sous prétexte de protéger le pays de la contagion du Covid-19.

Selon des données du Bureau des douanes et de la protection des frontières, 48 000 immigrants ont été rapatriés au cours du seul mois de septembre, dont beaucoup étaient des mineurs.

La plupart de ces enfants ont été envoyés de l'autre côté de la frontière en quelques heures ou quelques jours, sans leur donner la moindre possibilité de demander l'asile ou de consulter un avocat ou des représentants d'organisations humanitaires afin de trouver une forme de protection.

Le 18 novembre dernier, le juge fédéral Emmet Sullivan a strictement interdit ces expulsions. Il a en plus exigé qu'ils soient accueillis dans des lieux où leurs droits seraient respectés, ce qui a été fait à un degré très relatif.

Dans un geste frisant le cynisme, l'appel contre l'arrêt du juge Sullivan affirme que le maintien de ces enfants aux États-Unis pourrait avoir des conséquences irréversibles sur la santé de la population.

Ce dimanche, les États-Unis enregistraient près de 13 millions 400 mille infections et 266 mille décès, une situation qui n'a rien à voir avec les flux migratoires mais avec une politique manquée pour contrôler la crise sanitaire.

Les mesures de l'administration Trump contre les migrants sont cruelles et touchent des milliers d'êtres humains qui ne se rendent pas dans le nord pour le plaisir, mais pour échapper à la misère et à la violence.

Le président virtuel élu Joe Biden a promis d'inverser ces politiques, mais il n'y a toujours pas de signes précis de la manière dont il les mettra en œuvre, de sorte que l'incertitude demeure.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/241160-une-politique-cruelle>



Radio Habana Cuba